



Rapport de l'Evaluation Rapide des besoins

Province de l'Ituri, Territoire d'Irumu, Chefferies de Bahema Boga
et Banyali Tchabi, Zone de Santé de Boga
Aires de santé de Boga, Rubingo et Tchabi

Date de l'évaluation : Du 23 au 26 mai 2021

Date du rapport : 12 juin 2021

Pour plus d'information, Contactez :

Gloria Lazic, Chef de Sous Bureau/Antenne d'OCHA Bunia, lazic@un.org

Balthazar Ainda, AHAO, ainda@un.org

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	• Conflit • Mouvements de population		
Date du début de la crise :	4 avril 2021	Date de confirmation de l'alerte :	13 avril 2021
Code EH-tools	3874		
Si conflit :			
Description du conflit	La zone de santé de Boga est située à l'est de la RDC, en Province de l'Ituri, dans le territoire d'Irumu. Elle fait frontière avec la République Ougandaise à l'Est et elle est bordée au Sud par la province de Nord Kivu, précisément par le triangle de la mort des ADF. Elle subit toutes les conséquences dévastatrices des groupes armés qui y pullulent et qui commettent des atrocités contre les populations civiles. Les autorités locales retiennent que le début de la déstabilisation de chefferies de Tchabi et Boga remonte au 1^{er} mai 2019 lorsque les ADF ont attaqué les villages Tchabi et Tondoli. La situation humanitaire dans la zone de santé de Boga s'est particulièrement détériorée à partir du 24 juin 2020, date à laquelle des déplacements qui étaient auparavant pendulaires, se sont stabilisés dans différents sites et villages suite aux attaques de présumés ADF au Nord-Kivu et au Sud de Tchabi en Irumu en Ituri. Dans la majorité des cas, les incidents se sont traduits par des incidents de protection. Les tensions entre les différentes communautés de déplacés et communautés hôtes et l'activisme d'autres éléments armés non identifiés ont été un facteur aggravant de cette situation dans un contexte extrêmement sensible de conflit de terres. Les dernières incursions des ADF dans la zone a touché les localités de Mugwanga, Batonga, Tondoli et Kainama du 4 au 7 avril 2021. La localité de Kainama est située au nord du territoire de Beni, au Nord-Kivu. Sur un total de 26 villages de la chefferie de Banyali Tchabi, cinq villages seulement sont encore habités et, ipso facto, sont devenus de villages de refuge de déplacés. Il s'agit de villages Sikwaila, Bandikide, Banzingi Centre et Ndengesa. Autrement dit, les habitants de 21 villages de la chefferie de Banyali Tchabi sont en déplacement à la suite de nombreuses incursions des hommes armés qui ont commencé le 1^{er} mai 2019.		

Tout le groupement Bwakadi et des parties de groupements Balei, Tondoli, Mugwanga, Batonga, Walese Vonkutu et Wanande Kainama ont été vidés de leurs habitants à la suite des incursions des ADF et de leur traque par les FARDC.

Les déplacés se trouvent dans des familles d'accueil ainsi que dans des sites spontanés. Le 26 avril, la commission mouvement de population a validé les chiffres de 24470 déplacés et 9585 retournés dans cette zone de santé. Un certain nombre de partenaires ont pu intervenir depuis le déplacement dans la zone. Il s'agit de MSF, ADSSE, AJEDEC, Mercy Corps et PPSSP/UNIRR. Les équipes du CICR se trouvent aussi sur le terrain pour les analyses avant intervention. Cependant les besoins demeurent importants et un plaidoyer est nécessaire pour mobiliser des capacités et des ressources sur cette zone où les retours immédiats ne sont pas envisageables.

Une base SCD de FIB/MONUSCO du contingent sud-africain se trouve à Tchabi depuis le mois d'août 2020, mais les autorités se plaignent de l'effectif très limité de militaires FARDC.

REPARTITION DE LA POPULATION DE LA ZONE DE SANTE DE BOGA

N°	AIRES DE SANTE	POPULATION
01	BIKIMA	7.969
02	BOGA	12.572
03	BURAS	5.401
04	BWAKADI	8.654
05	KYABWOHE	3.955
06	MUGWANGA	4.438
07	RUBINGO	13.016
08	TCHABI	14.323
09	TONDOLI	3.480
10	ZUNGULUKA	5.714
TOTAL		79522

Les aires de santé Bwakadi, Kyabwohe, Mugwanga, Tchabi, Tondoli et Zunguluka sont les aires de santé touchées par les récentes incursions des ADF depuis 25 juin 2020.

Les aires de santé Bikima, Boga, Buras et Rubingo sont les aires des de santé qui ont reçu les déplacés.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

- Déplacement en différentes vagues : Première vague en Juin 2020 et dernière en Avril 2021.
- Zone de déplacement : AS Boga, Rubingo et Tchabi, chefferie de Bahema Boga et de Wanyali Tchabi.
- Les déplacés appartiennent à 3 communautés : « Banyabwisha », Wanyali et Wanande.
- Provenance : Les personnes déplacées dans les différents villages proviennent de 4 chefferies : Wanyali Tchabi, Walese Vonkutu, Wa nande Kainama et Bahema Mitego. Les déplacés n'ont pas l'intention de retourner dans leurs milieux de provenance par crainte de violence en répétition perpétrés par les présumés ADF.
- A Boga sont regroupés dans 8 sites : Chefferie, Kyabaganze, Rubingo 1,2,3, Kemirongo, Budundu, Kamanzara et en FAMAC. A Tchabi, 1 site des IDPs et autres en FAMAC.

Localité/village	Déplacés		Retournés/ Personnes
	Ménages	Personnes	
Site Chefferie/AS Boga	1131	5655	
Site Rubingo 1/AS Rubingo	750	3750	
Site Rubingo 2/AS Rubingo	335	1675	
Site Rubingo 3/AS Rubingo	350	1750	
Site Kyabaganzi/AS Rubingo	800	4000	
Site Kiemirongo/AS Rubingo	430	2287	
Site Nyakabale/AS Boga	450	2250	

Site Budundu/AS Boga	156	1209	
PDIs en familles d'accueil dans l'AS de Boga	5930	29650	
Site de Tchabi	1540	7700	
Sikwaila/AS Tchabi	497	2485	315
Banzingi/AS Tchabi	1512	7560	645
Bandikide/AS Tchabi	803	4015	210
Bukima/AS Tchabi	901	4505	490
Ndengesa/AS Tchabi			85
TOTAL	15585	48841	1745

Remarque : Le total des personnes déplacées dans les 3 aires de santé Rubingo, Boga et Tchabi qui ont accueilli les déplacés étant de 39911 personnes, il se dégage une pression démographique de 141 % sur les 3 aires de santé.

Sources d'informations : Chef de Chefferie de Bahema Boga, Chef de Chefferie de Banyali Tchabi, Société Civile, Responsables sanitaires du BCZS, Présidents de comités de déplacés de sites de Boga et Tchabi, Présidents de comités de déplacés hors sites de Boga et Tchabi

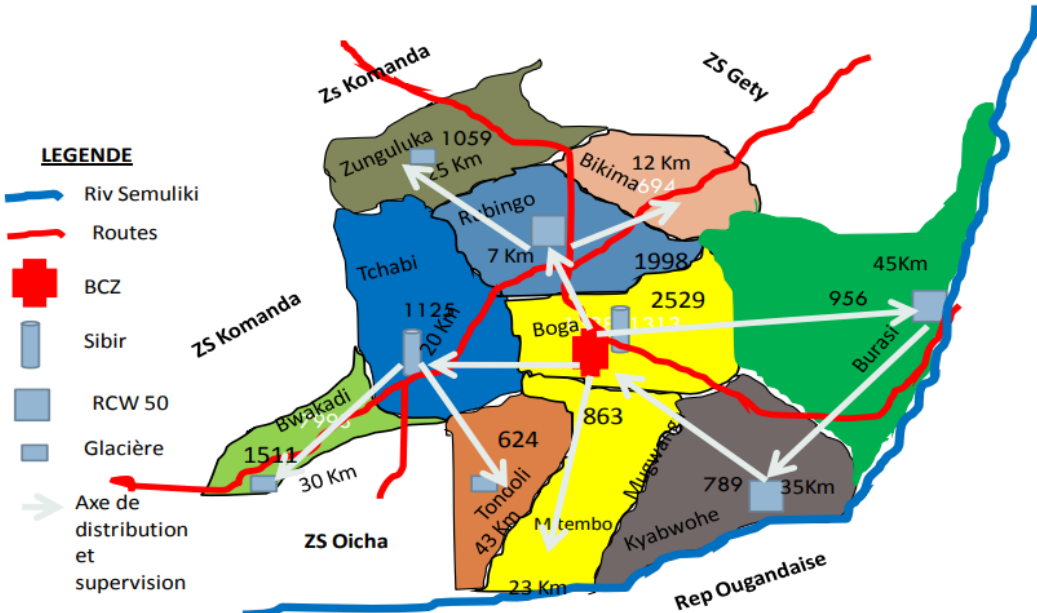
Lieu d'hébergement	• Communautés d'accueil • Sites spontanés
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Les exactions et la présence menaçante des ADF et d'autres hommes armés n'encouragent pas les déplacés à retourner chez eux. Des femmes et filles qui se sont rendues aux champs ont été violées par des hommes armés et des enfants enlevés. De nombreux cas d'enlèvement ont été également signalés. Par ailleurs, les tensions entre communautés restent vives au point où certains déplacés les présentent comme le premier obstacle à leur retour dans les localités de provenance.

1.2 Profil humanitaire de la zone

Interventions récentes et en cours

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisation s impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Déplacement à cause des exactions des ADF et d'autres hommes armés et leur traque par les FARDC	Vaccination contre la rougeole couplée à la distribution des savons.	ZS Boga	MSF	Environ 40 000 enfants déplacés et ceux de la communauté âgée de 59 mois à 15 ans.
	Assistance en AME.	ZS Boga, aire de santé de Tchabi	ADSSE	2 538 ménages de PDI ciblés par l'assistance en AME
	Assistance en AME et kits wash	AS de Tchabi	PPSSP/UNICEF	1637 déplacés et retournés
	Assistance en vivres (trois cycles) et assistance agricole	AS de Boga, Rubingo et Tchabi	Mercy Corps	5742 ménages (28710 personnes)
	Prise en charge temporaire ainsi que la réunification familiale pour les enfants non-accompagnés, les enfants séparés avec vulnérabilité particulière et autres personnes vulnérables.	ZS de Boga	CICR	

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Collecte des données primaires • Informateurs-Clés : Infirmier Supérieur de la Zone de Santé, Agronome, Président de la Société Civile Comités de Femmes, membres d'Organisations à Base Communautaire, Secouristes du Mouvement National de la Croix Rouge • Groupes de discussion : Chef de Chefferie de Bahema Boga et ses collaborateurs, Chef de Chefferie de Banyali Tchabi et ses collaborateurs, Comités de déplacés de Boga et Tchabi, groupes des femmes.
Carte de la zone évaluée	
Zone de santé de Boga : la mission a visité Boga et Tchabi. 	
Techniques de collecte utilisées	- Entretien libre avec les différents informateurs clés (autorités locales, Infirmier Supérieur, Infirmier Titulaire, représentants des IDPs, les représentants de la société civile, etc.) ; - Organisation des groupes de discussions à Boga et Tchabi (hommes, femmes) ; - Observation directe ; - Photographies des séquences d'activités
Composition de l'équipe	OCHA, APROHDIV, WHH, UNHCR, UNFPA, UNICEF, OIM, CARITAS BUNIA, PPSSP ADSSE, SAMARITAN'S PURSE

3 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	La présence d'assaillants ou groupes armés est signalée dans les alentours des localités de Boga et Tchabi. En cas d'assistance, il est important de faire une évaluation des risques d'exposition des bénéficiaires aux exactions par ces hommes armés.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Les réponses humanitaires sur cet espace devront viser les différentes communautés en présence pour ne pas donner l'impression de partialité dans l'aide. La tension entre la communauté Banyabwisha et les autochtones nyali, hema et nande reste vive. Les accusations des uns et des autres ont donné lieu à des actes de violence dans la zone, et il est fort possible que ceci s'accroisse. Toute assistance devra aussi veiller à ne pas d'avantage renforcer la ségrégation et l'animosité entre les communautés. En clair, il est recommandé d'être très sensibles aux particularités sociologiques de la zone affectée considérée lors de ciblage des bénéficiaires avant toute assistance.

4 Accessibilité

4.1 Accessibilité physique

Type d'accès	- La route Tchabi-Kainama a été réhabilitée par la MONUSCO. L'accès physique à Kainama ne se pose pas en ce moment. - Le site de Budundu (AS Boga) n'est accessible qu'à pied ou à moto.
---------------------	---

4.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	Le contingent sud-africain de la FIB/MONUSCO est basé à Tchabi et organise des patrouilles, mais sa couverture de la zone n'est pas optimale. De plus, l'on note également une présence des éléments FARDC mais celle-ci est trop faible pour constituer un véritable frein à l'activité des groupes armés dans la zone.
Communication téléphonique	Les réseaux Vodacom et Airtel couvrent de manière limitée (2G tout au plus), la zone Boga-Tchabi.
Stations de radio	Le radio RCA de Gethy et une autre appelée Aveba sont écoutées dans la zone Boga-Tchabi.

5 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

5.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	- Monitoring de protection d'INTERCOS/HCR. - Paiement de transport et logement pour survivantes des viols par INTERCOS - Prise en charge de survivantes des viols au HGR, avec le soutien de MSF. - Prise en charge temporaire et réunification familiale à Boga centre par le CICR. - Les secouristes de la Croix Rouge à Tchabi offrent un minimum d'encadrement et d'appui psychosocial aux enfants, majoritairement du site de déplacé, à Tchabi (ils n'ont ni jeux/matériaux, ni espace). - Un RECOPE avait aussi été formé par AJEDEC dans la zone (couvrant aussi bien Boga que Tchabi, mais la mission n'a pas permis d'en vérifier l'opérationnalité)
Incidents de protection rapportés dans la zone	
- Plusieurs cas VBG sont enregistrés parmi les personnes déplacées vivant dans le site et en dehors, peu de cas vont aux structures médicales pour la prise en charge dans le délai, d'autres gardent silence et s'enferme sur elles-mêmes. De janvier à Avril 2021, 26 cas de viol ont été prise en charge dans le CS de Tchabi, 52 cas dans l'hôpital général de référence de Boga. - Les femmes elles-mêmes vivantes dans le site nous ont parlé qu'il ne se passe pas un jour sans que 3 à 5 femmes/filles ne soient victimes de viol surtout pendant leur mouvement pendulaire à la recherche des moyens de survie mais aussi dans les sites mêmes, et que les présumés auteurs sont les hommes armés à 80%, et les civils autochtones à 20%. Le constat a été que c'est la majorité des femmes et filles PDI Banyabwisha venues du Nord Kivu qui sont les plus visées par ces incidents des viols par rapport à d'autres	

tribus rencontrées.

- Beaucoup de cas des VBG comme les viols accompagnés des grossesses précoces, les mariages précoces le sexe de survie, sont enregistrés parmi les filles déplacées dans les sites.
- Risque de protection VBG élevé : les hommes les femmes, les filles et garçons utilisent une seule toilette, se lavent en plein air, la promiscuité des PDIs qui crée beaucoup d'incidents VBG entre déplacés eux-mêmes,
- Dans le site chefferie, les bâches vétustes et presque inexistantes exposent beaucoup les femmes et filles à des risques VBG, des abris sans portes.....
- Les femmes avec problèmes chirurgicaux traversent des difficultés pour atteindre l'hôpital général par manque des moyens de transport, elles utilisent des taxis motos et de fois accouchent en cours de route. Au Mois de Mars 2021 on a enregistré 2 cas des décès maternels de cette catégories.
- Bien que le partenaire MSF assure l'achat de service, INTERSOS le transport des survivantes lors de référencements beaucoup des cas de viols arrivent après 72 heures et ne sont pas prises en compte pour des soins.
- Présence de nombreuses femmes et filles survivantes de viol dans la Zones non assisté non seulement par d'inexistantes d'acteurs pour la prise en charge mais aussi par des conflits tribaux qui prévalent dans la Zone, d'où besoin d'un positionnement d'acteurs VBG pour pallier ces grands défis.
- L'insuffisance et où inexistence de l'aide humanitaire comme la distribution en ciblant une partie des déplacés crée des problèmes de cohabitation entre les déplacés ciblés et non ciblés, les déplacés et les familles d'accueil.
- L'on a rapporté une quarantaine de cas d'ENA (non-vérifiés) dans la zone ainsi qu'une cinquantaine d'orphelins qui vivaient avec des Familles d'Accueil Spontanées aussi bien à Boga qu'à Tchabi. Le CICR a pu confirmer la présence de 6 ENA à Boga, pour lesquels ils vont apporter une réponse
- Lors d'incursions de groupes armés, des enfants sont souvent enlevés pour des périodes allant de quelques jours allant jusqu'à quelques semaines, certains (environ 15), qui auraient été enlevés en 2019 et 2020, ne seraient jamais revenus. La mission n'a pas permis de déterminer si ces enfants ont aussi tous été utilisés par le groupe armé en question, mais certains déplacés ont fait mention d'un enfant qui aurait été détenu par les FARDC à Kaimana pour suspicion d'association. D'autres ont parlé de « formations militaires » pour les enfants. En tout une vingtaine d'enfants enlevés (potentiellement des EAFGA) seraient revenues suite à un enlèvement dans les dernières semaines. La réintégration de ces enfants se passe plutôt bien.
- Le manque de documentation légale des déplacés, notamment des garçons adolescents de 15 à 17 ans (qui n'ont pas accès à des cartes d'électeur), pose aussi parfois problème, notamment lors de contrôles d'identité par les forces de l'ordre. Malgré la présence d'un bureau d'État Civil fonctionnel, avec un registre non-rempli, à Boga à proximité de plusieurs sites, les déplacés ne semblent pas enregistrer les naissances de leurs enfants.
- La nécessité de subvenir aux besoins, le manque de moyens financiers et la manque d'opportunités scolaires font en sorte de des centaines d'enfants se retrouvent à devoir assister leurs parents en travaillant, notamment dans les champs. Les enfants, surtout les plus jeunes qui ne peuvent pas aider leurs parents, passent énormément de temps sans encadrement dans les sites. Les adolescents font usage de mécanismes d'adaptation/survie négatifs tels que le sexe de survie ou l'utilisation de stupéfiants. Certains informateurs ont aussi signalé le changement de comportement des enfants affectés par leur déplacement et leur situation d'insécurité (« enfants traumatisés »).
- Des Organisations à Base Communautaire ont fait mention de 3 à 5 écoles (i.e. EP Bwakadi, EP Buyo, EP Katanga) et de 1 à 3 hôpitaux/centres de santé détruits (i.e. Centre de Santé de Bwakadi) à cause des conflits.

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté

Une forte tension existe entre les différents groupes de communautés. Les communautés hema, nyali et nande accusent les membres de la communauté banyabwisha d'être de connivence avec les hommes armés ADF qui les attaquent. De l'autre côté, les banyabwisha accusent les autochtones de se transformer en hommes armés qui les attaquent lorsqu'ils se rendent aux champs.

Des incidents de violence, notamment à l'encontre de femmes et d'enfants, ont aussi été rapporté à Tchabi, notamment autour des champs et points d'eaux.

Il existe une forte ségrégation entre les communautés Banyabwisha et Banyali aussi bien en termes de lieu d'accueil (en site vs en famille d'accueil) qu'aux points d'eau et dans les écoles, le Banyali préférant de ne pas envoyer leurs enfants dans les écoles des communautés hôte. Les parents des déplacés en site à Tchabi auraient en effet enlevé les enfants de l'école de la communauté hôte suite à des tensions et montent désormais une école à l'intérieur du site à Tchabi (voir section éducation). Les déplacés se sont aussi plaints du manque d'accès aux services de santé ainsi que de la qualité des services offerts lorsqu'ils réussirent à y avoir accès.

	Des problèmes fonciers, d'accès à la terre, de possession de la terre et d'utilisation de la terre par des déplacés ne font que raviver toutes ces flammes. La manque de moyen de subsistance a aussi causé de vols qui ont empiré les tensions communautaires.			
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	Bien que le partenaire MSF assure l'achat de service, INTERSOS le transport des survivantes lors de référencement, beaucoup des cas de viols arrivent après 72 heures et ne sont pas prises en compte pour des soins. Il faut noter que le niveau d'organisation et de mobilisation communautaire des PDIs en site est remarquable. Pratiquement tous les sites ont des comités directeurs, se sont organisés en blocs, ont des comités de femmes, de sécurité, d'hygiène et de jeunes, sous l'égide du site central de la Chefferie Boga. Ils se réunissent chaque dimanche pour discuter des problèmes liés à la sécurité. Le site de Tchabi est aussi coordonné à partir de Boga, mais ne participe pas aussi régulièrement aux réunions à cause de la distance.			
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	● L'accès aux services de base (champs, travaux journaliers, marchés, hôpitaux, éducation, eau) est difficile à Tchabi, particulièrement pour les PDIs du site de Tchabi. Aux champs ils craignent pour leur sécurité, et pour les soins ils préfèrent se rendre à Boga. Le centre de santé de Tchabi a été attaqué et pillé et les services y sont très faibles. ● Les soins de santé étant payants, les déplacés ont des difficultés d'y avoir accès, leurs moyens financiers étant limités. ● Les déplacés se sont aussi plaints du manque d'accès aux services de santé ainsi que de la qualité des services offerts lorsqu'ils réussissent à y avoir accès.			
Présence des engins explosifs	Deux explosifs (possible IED/boobytrap, les communautés ont parlé de fils-pièges) ont été signalés dans les champs de Bwakadi, à partir du mois d'avril. Par le passé un incident a déjà causé la mort du chef de groupement Tondoli et un autre a blessé d'autres personnes dans le même groupement.			
Perception des humanitaires dans la zone	La présence des acteurs humanitaires est appréciée dans la zone Boga-Tchabi. Le soulagement qu'ils apportent aux déplacés et autres personnes vulnérables est bien apprécié. Cependant, à plusieurs reprises les communautés, notamment de déplacés, ont mentionné que les humanitaires sont arrivés « en retard ». De plus, certaines autorités locales ont mentionné le besoin d'aussi appuyer les familles d'accueil en communauté hôte, citant qu'ils avaient été oubliés (non vérifié, mais accusation de traitement préférentiel des déplacés en site). Les mêmes autorités ont aussi fait appel aux humanitaires d'utiliser de la main d'œuvre locale lorsque possible, citant leur déception que les ONGs font souvent venir des personnes non-locales pour des travaux qu'ils savent faire.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Monitoring de protection	INTERSOS/HCR	Boga-Tchabi	Population en général	
Transports et logement de survivantes des viols	INTERSOS/HCR	Boga-Tchabi	Survivantes des viols	
Soins aux survivantes des viols	MSF	Boga-Tchabi, au HGR	Survivantes des viols	
Prise en charge temporaire et réunification familiale	CICR	Boga centre	Enfants non-accompagnés, enfants séparés avec vulnérabilité particulière et autres personnes vulnérables	
Autres constats en VBG	● Les accouchements sont dirigés dans le site par les femmes elles-mêmes non formés raison pour laquelle il y a beaucoup de décès maternels enregistré dans les sites et méconnus par la Zones de santé. ● Les femmes et les filles survivantes de Viol n'ont pas accès à la PEC à part les soins dans les 72 heures pour quelques-unes.			

	• Beaucoup de cas des VBG comme les viols accompagnés des grossesses précoces, les mariages précoces le sexe de survie, sont enregistrés parmi les filles déplacées dans les sites des déplacés chefferie et Tchabi • Plusieurs structures sanitaires détruites et pillées ce qui occasionne même le non accès aux soins de Santé • Les conflits inter communautaires et de Terre entre les PDIs et les autochtones • Absence d'acteurs VBG pour la PEC des survivants de cas de viols et autres vbg • La misère de la communauté suite aux nombreux mouvements de la population due aux multiples incursions des ADF dans la Zone • Rupture / manque des intrants pour la SR et le SSP • L'utilisation abusive des kits post viols dans certaines structures médicales • Nombreuses femmes, filles et garçons enlevés lors des incursions ADF et sont portés disparus jusqu'à ce jour, mais d'autres sont rentrés quelques jours à semaines plus tard. • Multiples incursions à répétition des ADF avec ses différentes conséquences y afférentes • Les femmes au site de Tchabi ont rapporté que suite à une première tentative pour accéder à des soins/prise en charge pour une femme victime de VBG où elles n'ont pas été accueillies, elles n'essaient plus d'aller chercher de l'aide lors de violences faites aux femmes, mais plutôt, elles ont développé des mécanismes communautaires de protection et de soutien psychosocial.
Gaps et recommandations	Principales recommandations <u>SGBV</u> • Renforcer les capacités des staffs dans la prise en charge clinique des cas de Viols • Que UNFPA, en tant que Lead du SC VBG, pense à une réponse adéquate pour suivre l'évolution des nombreux cas de viols signalés dans les différents sites déplacés visités. • Distribuer les kits de dignité aux femmes et filles déplacées en âge de procréer se trouvant dans des sites de déplacés de la zone de santé • Approfondir les questions VBG et SR par des évaluations dans les sites de la ZS de Boga afin d'apporter une réponse appropriée aux femmes et filles survivantes de VBG • Entreprendre des activités de cohabitation pacifique entre les autochtones et les Banyabwisha. <u>CCCM</u> • Projet d'appui à la gestion des PDIs en site et en famille d'accueil et à la cohabitation pacifique entre les communautés. Un bureau, basé à Boga, assurera des activités d'appui et de renforcement à la gestion des comités déjà développés au niveau des sites et FAMAC, intégrant des activités de cohabitation pacifique. Une équipe de minimum 6 gestionnaires assurant une diversité en terme, d'âge de genre et d'ethnie représentée est nécessaire pour la réussite du projet. <u>Protection de l'Enfant</u> • Mettre en place des activités d'encadrement et d'assistance PSS, notamment à travers des EAE (fixes ou mobiles). Un espace a déjà été aménagé pour un EAE au niveau du Site de Chefferie à Boga, mais n'est pas utilisé. Cependant, il va falloir prendre en compte les tensions communautaires existantes, notamment au niveau de Tchabi, pour faire en sorte qu'un éventuel EAE ne renforce pas la ségrégation entre communautés (les EAE doivent être des espaces où se rencontrent enfants déplacés de différentes communautés et les enfants de la communauté hôte). • Des vérifications des ENA rapportés doivent être fait au niveau de Tchabi et un travail avec le CICR pour le référencement des cas à Boga doit être standardisé. Les enfants séparés et/ou orphelins qui auraient besoin d'une réunification familiale ou une autre solution durable doivent aussi être évalués individuellement. • Mettre en places des mécanismes de réponse pour les enfants qui seraient victimes de violence (sexuelle, suite à des incursions, suite à des confrontations entre communautés, etc.) qui faciliterait leur transport et prise en charge médical, en travaillant avec les acteurs médicaux sur place (Centres de Santé, HGR, MSF, etc.). • Les FAT appuyés par AJEDEC dans leur précédent projet pourraient être utilisé pour les prise en charge (lorsque des enfants ne sont pas encore prise en charge par des FAS), cependant il va falloir prendre en compte la dimension communautaire dans le placement des enfants. • Vérifié et, si besoin, appuyer l'opérationnalisation du RECOPE sur place, en impliquant les déplacés, pour rapporter et référer les cas d'ENA, de violence, etc. Ce RECOPE pourrait aussi servir de base pour un

	mécanisme de protection à base communautaire pour protéger les enfants, notamment aussi des violences intercommunautaires. • Les enfants retournés suite à un enlèvement ne doivent être fourni d'assistance PSS/Psychologique et/ou de réintégration lorsque ceci s'avère nécessaire. Ne pas appliquer un label, notamment d'EAFGA, à certains enfants qui seraient bien réintégré et qui n'auraient, suite à un enlèvement, pas été utilisé par le groupe armé. • Travailler avec le GTLAM pour la décontamination des engins explosifs à Tchabi et pour la sensibilisation sur les risques liés aux engins explosifs et les attitudes à adopter. Ces sensibilisations devront tenir compte du mode opératoire utilisé par le group armé (i.e. boobytrap, fil-à-piège). • S'approcher du GTPE/GTTC de Béni pour tenter de retrouver de potentiels enfants détenus par les FARDC. • Travailler sur l'enregistrement de naissances des déplacés, notamment dans le bureau d'état civil situé à la Chefferie de Boga. • Renforcer le Monitoring MRM comme il n'y a qu'un seul moniteur pour l'instant dans la zone. • Prendre en compte les enfants chefs de ménage dans les distributions, de préférence de manière priorisée.
--	--

5.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Le besoin à sécurité alimentaire dans la zone bénéficie de la réponse de Mercy Corps à Boga et à Tchabi. Une assistance alimentaire à trois phases via la modalité foire est en cours. La première phase a eu lieu au mois de Mars. La seconde est prévue au début de mois de juin est sera accompagnée de la relance agricole en faveur de 1600 ménages pour les deux zones. • On note également un positionnement de CICR qui renforcera la réponse sécurité alimentaire en apportant un cycle de distribution alimentaire en faveur des déplacés et une assistance à relance agricole dans Boga.
Classification de la zone selon le IPC	La zone de santé de Boga est dans phase IPC 3
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	• Les localités Boga et Tchabi sont favorable à l'agriculture. La population de ces deux villages vit de l'agriculture, du petit commerce et de l'élevage du gros et petit bétail. • Actuellement, la population n'accède pas aux champs à cause de l'insécurité qui demeure encore fragile dans les villages agricoles situés à majorité dans la chefferie de Wanyali Tchabi. Avec cet accès très limité aux champs, les productions agricoles pour l'actuelle saison culturale sont estimées médiocres. • L'élevage pratiqué le gros, petit bétail et la bassecour. Pendant le période de la crise cette activité était victime des pillages dans les zones en crises et les animaux domestiques ont dû être vendus à vil prix pour échapper au pillage et procurer un peu d'argent aux ménages en déplacement. • Sur environ 8 groupes d'aliments qui étaient consommés avant la crise, trois groupes d'aliments sont actuellement consommés. Il s'agit de : du riz importé, Poisson et Haricots. • Sur un ensemble de 16 ménages interviewés à Tchabi, 75% de ménages (soit 12 ménages) ont un Score de consommation alimentaire Pauvre, et 25% de ménages (soit 4 ménages) ont un score de consommation alimentaire limite • Sur un ensemble de 20 ménages interviewés à Boga, 65% de ménages (soit 13 ménages) ont un score de consommation alimentaire pauvre, 25% de ménages (soit 5 ménages) ont un score de consommation alimentaire limite et 10% de ménages (soit 2 ménages) ont un score de consommation alimentaire acceptable
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Avant la crise les ménages consommaient trois repas par jour dans leurs villages d'origines. Actuellement, les ménages en déplacement éprouvent des difficultés pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Tous les ménages interviewés mangent une seule fois par jour et consomment des aliments moins appréciés et qui coutent moins chère. Les personnes adultes réduisent les quantités des vivres consommées au profit des enfants. En plus de rations alimentaires distribuées par Mercy Corps à traves la foire, les déplacés exercent des travaux journaliers dans les champs de tiers pour pouvoir assurer la survie de leurs ménages. D'autres s'adonnent à la collecte du bois de chauffe récupérés dans la brousse à près de 10 Km avec tous les risques sécuritaires.
Réponses données	

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires
Assistance en vivres	Mercy Corps	Boga-Tchabi	Près de 1600 ménages déplacés
Assistance agricole	Mercy Corps	Boga-Tchabi	Familles d'accueil, autochtones

Gaps et recommandations

Au vu des activités déjà réalisées et de positionnement en cours dans le secteur sécurité alimentaire, nous recommandons ce qui suit :

- Une bonne harmonisation entre Mercy Corps et CICR pour ne pas dupliquer l'assistance, cela en se partageant la liste des ménages ayant reçu les Kits agricoles Mercy corps,
- Renforcer la redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires de l'assistance en les impliquant dans toutes les étapes du projet
- Impliquer les services techniques compétents du secteur dans nos différentes interventions.
- Tenir compte de la saison culturale de la zone dans nos interventions relance agricole

5.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Il n'y a pas eu d'assistance abris en faveur des PDIs dans la zone, sauf une distribution AME comprenant quelques bâches (moins de 10% de ménages couverts).			
Impact de la crise sur l'abris	Des maisons ont été incendiées par les hommes armés. Et lors des incursions les déplacés n'ont pas eu le temps d'amener leurs biens essentiels. Les PDIs sont exposés aux intempéries, risques VBG dus aux abris n'offrant pas de sécurité et des conditions de vie ne respectant pas l'intimité des occupants.			
Type de logement	Les PDIs sont hébergés dans les familles d'accueil et dans les sites spontanés. Il est à noter que les PDIs dans les sites ont pour la plupart initialement trouvé refuges dans les centres collectifs (églises, écoles et autres bâtiments publics) avant d'être orientés dans les espaces octroyés par les autorités locales comme sites.			
	Site Coord. GPS	Population (Ménages)	Conditions d'hébergement	Récommandations pour une réponse
	Chefferie N 1°2'4,6856" E 29° 56'19,2696" (Localité : Boga) Le site se trouve sur le terrain abritant le bureau de la chefferie.	1131	- Le site compte 20 blocs. - Les ménages vivent dans des abris de fortunes de dimensions moyenne 2m x 2,5m ayant des problèmes d'étanchéité au niveau de toit et sans porte adéquate pouvant offrir un minimum de sécurité. - Forte promiscuité dans les ménages (environ 1 m2/personne) et forte concentration des abris par rapport au terrain disponible. - Manque des ouvrages sanitaires (latrines, douches). - Manque d'espace pour installation des ouvrages sanitaires. - Quelques services sont disponibles (école et centre de santé à 2,5 Km).	Le site n'offrant pas des conditions d'une vie acceptable compte tenue de la promiscuité observée, nous recommandons : 1. Délocaliser le site vers un terrain qui peut contenir les 1 150 ménages vivant sur le site ; 2. Aménager un nouveau site avec l'implication des Clusters WaSH, Santé, Education, Abris et GT CCCM. 3. En attendant la délocalisation vers un nouveau site, apporter une réponse urgente sous forme d'une distribution de kits abris (2 bâches + cordes) ;
	Rubingo I N 1°2'30,4202" E 29° 56'1,2296" (Localité :Boga) Le site se trouve sur le terrain de la mission catholique. Avec possibilité d'extension.	750	- Le site compte 15 blocs. - Les ménages vivent dans des abris de fortunes ayant des problèmes d'étanchéité au niveau de toit et sans porte adéquate pouvant offrir un minimum de sécurité. - Forte promiscuité dans les ménages. - Manque des ouvrages sanitaires (latrines, douches). Quelques services sont disponibles (école et centre de santé).	1. Restructurer le site pour respecter les normes en matière de site planning ; 2.Distribuer des kits abris d'urgence type 2 (bâche, sticks, cordes, portes, roseau...) aux ménages ; 3. Construire les ouvrages sanitaire et eau (Cf. Cluster WaSH).
Kiemirongo N 1°2'4,6856" E 29° 56'19,2696" (Localité : Boga)	430	- Constat d'une insuffisance de signes prouvant que les PDIs vivent sur ce site.	L'hypothèse selon laquelle les abris de fortune construits sur le site appartiennent aux PDIs	

	Le site se trouve sur le terrain attribué par le chef de village.		- Des abris de fortunes sont construits sur le site très proches les uns des autres ; absence de literies dans la majorité des abris visités.	vivant en famille d'accueil est à prendre au sérieux. D'autres visites(inopinées) sont à faire sur ce site afin de s'assurer de la présence des PDIs sur ce site. Au stade actuel, aucune assistance abris n'est à envisager sur ce site. Les 400 ménages pourraient être inclus (sous réserve de vérification) dans les PDIs en famille d'accueil.
	Rubingo II (Boga) N 1° 3'37,5" E 29° 56'25,9" (Localité :Boga) Le site se trouve sur le terrain de la mission Anglicane.	335	- Le site compte 6 blocs. -Les PDIs vivent dans des abris de fortune construits en matériaux locaux Problèmes d'étanchéité constaté sur la majorité des abris. - Forte promiscuité dans les ménages (environ 1,5 m2/personne). - Les ménages disposent des espaces pour le jardin (manioc, oignon,). - Insuffisance des ouvrages sanitaires et point d'eau potable.	1. Restructurer le site en tenant compte de l'implantation des ouvrages sanitaires. 2. Distribuer des kits abris d'urgence (bâches, sticks, roseaux, corde, porte) pour permettre aux ménages de construire leurs abris suivant les normes.
	Tchabi N 1° 3'09" E 29° 55'36,89" (Localité : Tchabi) Le site se trouve sur le terrain de la mission Anglicane. Sa position est à proximité de la base militaire de la MONUSCO.	1 540	- 16 blocs d'environ 96 ménages en moyenne. - Les PDIs vivent dans des abris construits en matériaux locaux, de dimensions proches des standards locaux (3m x 5m, en moyenne). Les toits ont un problème d'étanchéité et les portes pas solides pour sécuriser les occupants. - Points d'eau et latrines/douches insuffisants. - Les services (centre de santé, école, poste police) sont proches du site mais l'accès pour les PDIs pose problème pour des raisons communautaires.	Compte tenu de la proximité du camp militaire de la MONUSCO, le site est à relocaliser ; un terrain attribué par les autorités locales existe. En revanche, les PDIs ne veulent pas être installé sur le terrain attribué pour des raisons d'insécurité. 1. Faire un plaidoyer pour l'octroi d'un terrain qui requiert l'assentiment des PDIs (GT CCM). 2. Aménager un nouveau site avec l'implication des clusters et GT concernés. 3. En urgence, distribuer aux ménages des kits abris d'urgence (bâches, cordes, porte...). Les PDIs ont exprimés les deux critères de protection suivants par rapport à un nouvel emplacement : • Position militaire entre le site and l'entrée de la ville (hommes) • Accès aux soins de santé (femmes)
	• Kyabaganzi I (N 1° 03'09"; E 29° 55'36,889")		- Le site compte 17 blocs. - Les PDIs vivent dans des abris de fortune construits en matériaux locaux Problèmes d'étanchéité	

• Kyabaganzi II (N 1°2'44,448"; E 29° 55'146,546"). Le site se trouve sur le terrain de l'église et en partie sur des parcelles octroyées par les familles d'accueil.		constaté sur la majorité des abris. - Forte promiscuité dans les ménages (environ 1,5 m2/personne). - Insuffisance des ouvrages sanitaires et point d'eau potable.	
Bundundu (N 1° 01'421" ; E 29° 56'57,917")		Le site se trouve sur un terrain appartenant au chef de localité et contient 3 blocs. Les PDIs vivent tous dans des abris de fortune (paille). Le site s'est créé récemment en Avril 2021	
Nyakabale			
Rubingo III			

1.1 PDIS dans les familles d'accueil

Estimé à près de 9640 ménages, les PDIs en famille d'accueil partagent le même logement que leurs hôtes. Le type d'abris des familles d'accueil est constitué en majeure partie des matériaux locaux avec quelques variations au niveau de toits et murs (toits en pailles ou tôles et murs en torchis ou briques cuites). On note une promiscuité dans les ménages hôtes ayant accueillis les PDIs notamment à Boga. Pour les PDIs de Tchabi, ils habitent des maisons vacantes des personnes en déplacement vers d'autres localités. Le problème de logement ne se pose pas pour ces PDIs jusqu'à ce que les propriétaires des maisons rentrent de leurs lieux de déplacement.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires
Juillet et Août 2020 : distribution classique des kits sans bâches	PPSSP	Boga, Tchabi	5048 ménages (Boga), 902 ménages (Tchabi)
Avril 2021 : distribution des kits avec bâches	PPSSP	Boga, Tchabi	3861 ménages déplacés vivant dans les familles d'accueil : 1637 ménages à Tchabi et 2224 ménages à Boga
Mars 2021 : distribution de cash AME (118000 CDF)	ADSSE	Axe Boga-Tchabi	2526 ménages déplacés et familles d'accueil de la vague Novembre 2020-Février 2021 de l'axe Boga-Tchab

Gaps, défis, perspectives, principaux constats, recommandations

Gaps AME

- AME : Un groupe des personnes déplacées de la vague de sept 2020-Avril 2021 vivant dans les sites n'avaient pas été assistés. Cependant, aucun chiffre n'a été rendu disponible ;
- AME : Besoin de renouvellement de l'assistance pour les déplacés de la vague d'avril-juillet 2020

Défis

- Les interventions en AME déployées dans la zone n'ont pas intégré toutes les familles d'accueil parmi les bénéficiaires
- Mais les interventions d'ADSSE sur l'axe Boga-Tchabi ont intégré les familles d'accueil parmi les bénéficiaires. En effet, ADSSE a assisté 2526 ménages (soit 15389 personnes) parmi lesquels 2295 ménages déplacés (800 ménages dans le site de Tchabi et 1495 ménages déplacés dans les Familles d'accueil) et 231 familles d'accueil (soit 1412 personnes) présentes dans la zone au regard du contexte sécuritaire lors des interventions.

Perspectives par rapport à la couverture de GAP

- Le CICR est en plein activité d'évaluation des besoins dans la zone de Boga, il réalise un ciblage blanket des personnes déplacées dans les sites et les familles d'accueil pour une assistance en AME.
- Avec ce positionnement de CICR, le GAP en AME dans la zone de Boga peut être considéré comme complètement couvert. Il restera principalement la situation des déplacés arrivés dans le site de Tchabi après le ciblage de ADSSE (chiffre non disponible).

Principaux constats

- Des personnes déplacées vivant dans certains villages isolés sont systématiquement omises des activités de réponse humanitaire dans la zone, il s'agit notamment des villages du groupement Buleyi situé à 35Km de Boga dans la plaine de Semuliki ;
- Les interventions (A reformuler) en AME n'ont pas intégré les familles d'accueil vulnérable parmi leur cible, ceci alimente les tensions entre les communautés et les déplacés et contribuerait au phénomène d'érection des sites car les personnes déplacées sont obligées de se séparer de leur famille d'accueil après avoir reçu l'assistance ;
- Des nombreux déplacés vivant dans les familles d'accueil procèdent à la vente des AME pour récupérer de l'argent et couvrir d'autres besoins, les AME distribuées sont visible sur les étalages de vente au centre commerciale de Boga ;
- Les leaders communautaires ont attribué une cote de redevabilité en dessous de la moyenne pour certains acteurs ayant opérés dans la zone estimant que leur stratégie de mise en œuvre des activités et les résultats atteints ne sont pas communiqués (pe stratégie de ciblage, résultat de l'enregistrement en terme de nombre des ménages ciblés ou assistés) ;
- Il est ressorti des échanges avec les déplacés bénéficiaires du cash que lors de l'utilisation la part attribuée aux AME est restée minime la grosse part étant affectée aux besoins dans les autres secteurs comme la santé. Les dispositions pour assurer la conditionnalité « AME » n'avait pas été suffisante pour assurer l'utilisation de ce cash prioritairement pour les AME comme il était attendu ;
- Il a été observé une dynamique importante dans la construction des abris par les déplacés vivant dans les sites, la plupart des IDPs ont estimé que la présence de la bâche pourrait les aider à améliorer sensiblement leur condition d'abris

Recommandations/Abris

- Pour Boga : Mise à niveau des abris ou construction des abris transitionnels pour PDIs en famille d'accueil.
- Pour les PDIs en famille d'accueil à Tchabi, la situation est à monitorer au moment du retour des PDIs dont les abris sont actuellement occupés par des PDIs issus des localités autres que Tchabi.
- Pour les PDIs vivant dans les sites, apporter l'assistance en abris d'urgence (murs en torchis et toits en bâches) sur tous sites ;
- Relocaliser le site Chefferie en vue de solutionner le problème de manque d'espace pour les ouvrages sanitaires et de promiscuité.
- Disponibiliser des terrains pour l'installation des PDIs à relocaliser (18 ha) - Autorités locales.

Actions/AME	PF	Dead line
Plaidoyer avec le CICR pour la couverture des ménages déplacés en besoin d'AME dans certains villages isolés (Gpt Buleyi : - Kabwanika, Kaibo, Rwabitera, Pumbu, Kyandunga, - Maleya, Rwambu Malaya) de la zone de Boga qui auraient été omis lors du ciblage de PPSSP ;	GT AME	31 mai 2021
Echanger avec les acteurs la stratégie du GT AME pour l'inclusion des familles d'accueil	GT AME	Prochaine réunion du GT (05 juin 2021)
Analyser profondément les besoins et développer des modalités de réponse plus résiliente par exemple le cash pour les déplacés vivant dans les familles d'accueil ou en cas de renouvellement des besoins en AME,	GT AME	Prochaine réunion du GT (05 juin 2021)
Renforcer le mécanisme de redevabilité et la gestion des plaintes lors des interventions	Tous les acteurs	Continue
Rappeler besoin de renforcer et de finaliser les analyses sur efficacité de cash pour réponse en AME. Produire une note d'orientation pour utilisation de cash dans intervention	Coordination GT AME	Tbd

	pour AME. (Les éléments de décision minimum et les mesures d'encadrement de la conditionnalité) ;		
	Plaidoyer pour l'inclusion systématique de la bache dans les kits AME de la réponse rapide dans les zones ou les IDPs s'installe dans les sites spontanés, coordonner avec le cluster shelter pour la complémentarité en cas de besoin ;	Tous les acteurs	Continue

5.4 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Mercy Corps s'est positionné pour une assistance agricole dans la zone.			
Moyens de subsistance	Les populations de la zone Boga-Tchabi vivent essentiellement de l'agriculture, d'élevage mais aussi de petit commerce. Toutefois, à cause de cette crise, les populations déplacées n'ont plus accès à leurs sources de revenus. Ainsi, les personnes affectées connaissent d'énormes problèmes liés aux faibles moyens de subsistance. Les activités des champs sont handicapées par la situation d'exactions des hommes armés et des opérations que mènent les FARDC dans la zone.			
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	L'accès des personnes déplacées est très réduit aux moyens de subsistance. Les ménages déplacés dépendent des travaux journaliers agricoles et non agricoles chez les opérateurs économiques. L'accès aux champs des déplacés est très réduit à cause des hommes armés qui commettent des exactions aux personnes qui osent s'y rendre. Des femmes déplacées sont victimes de viols dans les champs.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Assistance agricole	Mercy Corps	Boga-Tchabi		
Gaps et recommandations	<u>Gaps</u> - Les moyens de subsistances pour les populations déplacées et retournées pendant cet exercice est vraiment critique difficile à supporter ; - L'insécurité dans les zones de provenance et les champs sont à la base du manque de revenu pour accéder aux marchés et d'exploiter leurs champs ; <u>Recommandation</u> - Continuer d'appuyer les ménages déplacés en vivres ; - Poursuivre avec le plaidoyer pour le renforcement des conditions sécuritaires dans les zones de provenance de déplacés pour favoriser leur retour et la relance des activités quotidiennes ;			

5.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Il y a un marché à Boga, mais les opérateurs économiques de la place n'ont pas la capacité de répondre à une intervention humanitaire de grande envergure.
Existence d'un opérateur pour les transferts	On retrouve des petits opérateurs MPESA à Boga, mais ils ne peuvent pas satisfaire à la demande d'une intervention cash des acteurs humanitaires. Les fournisseurs des services financiers doivent venir de Bunia. En mars 2021, l'ONGN ADSSE a réussi une intervention de cash AME à Tchabi en recourant à un fournisseur des services financiers de Bunia.

5.6 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Une intervention de Mercy Corps est en cours, à Boga et Tchabi, pour la construction et réhabilitation des sources ainsi que pour la distribution des bidons et le savon, et la construction des latrines dans les sites. Débuté en avril 2021, il est prévu que le projet prenne fin en septembre 2021.
Risque épidémiologique	Le risque épidémiologique identifié sur le terrain est la promiscuité des populations déplacées vivant sur les sites spontanés.
Accès à l'eau après la crise	Il s'observe des longues files d'attente autour des quelques sources existantes dans les villages.

Tableau des besoins identifiés en EHA dans les 3 AS (Tchabi, Boga, Rubingo) ayant accueilli les personnes déplacées et retournées

Double-cliquez sur l'icône ci-dessous pour accéder au tableau des besoins en EHA



Etat des lieux
WASH.xlsx

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires
Une intervention de Mercy Corps est en cours, à Boga et Tchabi, pour la construction et réhabilitation des sources ainsi que pour la distribution des bidons et le savon, et la construction des latrines dans les sites. Débuté en avril 2021, il est prévu que le projet prenne fin en septembre 2021.	Mercy Corps	Sites	Près de 38000 déplacés dans les sites et la population générale

Gaps et recommandations

Recommandations

- Donner accès à l'eau potable de façon équitable aux personnes déplacées, autochtones et retournées sans distinction d'appartenance tribale, ethnique ou religieuse.
- Les sources d'eau étant dans les bas-fonds et eu égard au contexte de sécurité dans la zone, l'équipe propose la réhabilitation des systèmes d'eau gravitaire en augmentant le nombre de BF afin de rapprocher les points d'eau aux bénéficiaires.

- Construire des forages avec système photovoltaïques pour enfin distribuer de l'eau au moyen d'un système gravitaire pour toujours rapprocher les points d'eau aux bénéficiaires.
- Récupérer l'eau de certaines sources des bas-fonds en installant des pompes solaires dans des petits réservoir afin de refouler l'eau aux niveaux des surfaces afin de faciliter un meilleur accès aux bénéficiaires.
- Aménager et réhabiliter les sources d'eau dans les communautés beaucoup plus accessibles
- Construire des latrines avec des fosses assez profondes en protégeant les trous par une petite maçonnerie en moellon/brique pour permettre de minimiser les espaces et la durée de vie des latrines dans les sites. Les superstructures devront être construites soit en planches ou en tôles ondulées galvanisées mais avec un plancher en bois, en béton simple ou en sanplat (en respectant le standard de 30 personnes par portes de latrine)
- Construire des douches en avec le même type de superstructure mais en mettant un pavement en ciment muni d'un syphon de sol pour faciliter l'évacuation des eaux usées dans le puits perdu.
- Mise sur le contexte de la zone dans le choix, la formation des membres des comités d'eau et d'assainissement
- Assurer que les ouvrages d'eau et d'assainissement jouent un rôle primordial dans la consolidation de la paix ou l'intégration communautaire.

5.7 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	MSF couvre les soins des enfants de 0 à 5 ans reçus au HGR et prend en charge les enfants malnutris dans les aires de santé de Rubingo et Tchabi. Les pathologies courantes sont les IRA, la gale et le paludisme.
Risque épidémiologique	Le risque épidémiologique identifié sur le terrain est la promiscuité des populations déplacées vivant sur les sites spontanés.
Impact de la crise sur les services	Les centres de santé de Tchabi, Tondoli et Bwakadi ont été pillés par les hommes armés

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

LES INDICATEURS DE TOUTE LA ZONE DE SANTE SELON LES STRUCTURES

La zone de santé de Boga compte 10 aires de santé et un Hôpital Général de Référence, mais la mission s'est particulièrement aux aires de santé de de Boga, Rubingo et Tchabi qui ont accueilli des déplacés.

Indicateurs collectés au niveau des structures	Tondoli	Boga	Bwakadi	Burasi	Kyabwohe	Mugwanga
Taux d'utilisation des services curatifs	13 %	41 %	6 %	9 %	20 %	24 %
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	31 %	17 %	24 %	7 %	22 %	38 %
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	3 %	15 %	15 %	12 %	16 %	19 %
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	3 %	5 %	2 %	1 %	1 %	2 %
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %

Indicateurs collectés au niveau des structures	Bikima	Rubingo	Tchabi	Zunguluka
Taux d'utilisation des services curatifs	9 %	37 %	13 %	10 %
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	23 %	8 %	17 %	21 %
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	13 %	10 %	6 %	4 %
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	0 %	0 %	4 %	0 %
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	2 %	5 %	6 %	2 %
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	0 %	0 %	0 – 1 %	0 %

Nutrition

La situation de malnutrition dans la ZS de Boga est aggravée par l'insécurité et le mouvement de déplacement de la population à répétition. L'accès aux champs est limité par suite des enlèvements et aux viols en se rendant aux champs. Les déplacés se nourrissent de la nourriture des autochtones se trouvant dans des champs.

La prise en charge de la malnutrition aiguë dans la zone de santé de Boga a commencé par ADRA puis SAMARITAN'S PURSE et enfin par MSF qui n'a fait que 3 mois, du Janvier au mois de Mars. MSF Avec son projet : D'appui à la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS). La zone de santé de Boga compte 10 aires de santé que nous répartissons ci-dessous, qui couvrent toute la zone en traitement nutritionnel et curatif. Malheureusement l'ONG MSF a ciblé 3 aires de santé seulement à savoir : CS BOGA, CS RUBINGO et CS TCHABI, sur une population d'environ 79522 personnes.

Les Cas de malnutrition restent plus élevés dans la zone du côté des autochtones mais beaucoup plus du côté des déplacés qui n'ont accès ni à la terre pour cultiver ni aux aliments qui se trouvent au marché suite au manque de moyen.

Le CSR de Tchabi enregistre encore 863 enfants avec MAS et MAM dont 288 enfants avec MAS et 575 enfants avec MAM.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Vaccination contre la rougeole	MSF	CS de Rubingo et Tchabi	19897 enfants de 6 mois à 15 ans dont 13507 déplacés	
Soins de santé primaires	MSF	Au HGR	Enfants de 0 à 5 ans reçus au HGR, y compris les référés	
Prise en charge nutritionnelle	MSF	CS de Rubingo et Tchabi	Enfants malnutris	

Gaps et recommandations

Gaps

Soins de santé primaires en faveur des enfants de plus de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes, et les adultes déplacés et autochtones vulnérables.

Recommandations

- Plaider pour une réponse en soins de santé primaires en faveur enfants de plus de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes, et les adultes déplacés et autochtones vulnérables.
- Poursuivre avec la réponse nutritionnelle dans les aires de santé de Rubingo et Tchabi.

5.8 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Aucune réponse du secteur éducation n'a été apporté aux besoins des personnes déplacées de la zone de Boga-Chabi depuis le début de cette crise.	
Impact de la crise sur l'éducation	Les écoles EP Tondoli, EP Libanda, EP Belu, EP Bwakadi, EP Boyo, EP Katanga, Institut Tondoli et Institut Boyo ont été détruites par les hommes armés.	Le nombre d'enfant en âge scolaire du primaire est estimé à 4000 parmi lesquels seul 1196 étudient, (soit un taux de scolarité brut de 30%). Autrement dit, il s'agit d'une déscolarisation de 70% .
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Le nombre d'enfant en âge scolaire du primaire est estimé à 4000 parmi lesquels seul 1196 étudient, (soit un taux de scolarité brut de 30%). Autrement dit, il s'agit d'une déscolarisation de 70%. Les enfants en âge scolaire restent à la maison pour plusieurs raisons notamment : (a) L'instabilité des parents les ménages étant en mouvement pendulaire de façon permanente, (b) Le manque d'accompagnement de parent qui n'ont pas inscrit les enfants à l'école ; (c) Beaucoup d'enfants ont abandonné par manque des fournitures (cahier, stylo, uniforme) et à cause de la faim (pas de ration garanti, les enfants sont obligés de se débrouiller dans les champs seul ou avec leur parent pour chercher à manger).	
Services d'Education dans la zone	Voir tableau ci-dessous.	

Ecole	Statut	Effectif et lieu de fonctionnement	Situation en zone de provenance
EP Katanga	Ecole déplacée, conventionnée du réseau, matriculée mais enseignant non payer	457 écoliers dont 227 filles ; fonctionne à la belle étoile dans le site de déplacé	Bâtiment de 6 salles de classe en semi durable brule pendant l'incursion des hommes armes en juillet 2020
EP Nuru	Ecole déplacée, conventionnée du réseau protestant CE39, matricule mais 6 enseignants + directeur non payés	200 écoliers dont 108 filles ; fonctionne dans la chapelle de l'église catholique et dans les maisons d'habitation abandonnés	Bâtiment de 6 salles de classe en semi durable brule pendant l'incursion des hommes armés en juillet 2020
EP Tchabi	Ecole de la communauté, matriculée, 6 enseignants + 1 directeur tous payés.	160 écoliers dont 70 filles, bâtiments de 6 salles en dur et 3 salles en planche construit par save the Children 2017	RAS 2 blocs de latrines (6 portes) en dur, fosse vidangeable construit par PPSSP en 2019, mauvaise utilisation, défection sur le plancher, nettoyage irrégulier
EP Belu	Ecole déplacée, matriculée, 6 enseignants + 1 directeur tous payés.	106 écoliers dont 62 filles, fonctionne à l'EP Chabi	Bâtiment de 6 salles de classe en semi durable brule pendant l'incursion des hommes armés
EP Bwakadi	Ecole déplacée, matriculée, 6 enseignants + 1 directeur tous payés.	112 écoliers dont 46 filles, fonctionne à l'EP Chabi	Bâtiment de 6 salles de classe en semi durable brule pendant l'incursion des hommes armés
EP Tondoli	Ecole déplacée, matriculée, 6 enseignants + 1 directeur tous payés.	161 écoliers dont 79 filles, fonctionne à l'EP Chabi.	Bâtiment de 6 salles de classe en semi durable brule pendant l'incursion des hommes armés

Réponses données

Aucune réponse du secteur éducation n'a été apporté aux besoins des personnes déplacées de la zone de Boga-Tchabi depuis le début de cette crise.

Autres données et et qualité

La chefferie de Banyali Tchabi compte au total 8 écoles primaires dont 6 sont matriculées et 2 non matriculées. A ce jour, 6 écoles primaires sont fonctionnelles parmi lesquels 4 matriculées.

Les écoles matriculées fonctionnent dans les 2 bâtiments de l'EP Tchabi faisant 9 salles de classe pendant que les écoles non matriculées fonctionnent une à la belle étoile dans le site de déplacé et l'autre dans la chapelle catholique et les maisons d'habitation abandonnées. 2 écoles ne sont pas fonctionnelles car les directeurs se seraient déplacés en dehors de la zone Boga-Tchabi.

Selon les directeurs des 4 écoles matriculées fonctionnelles, ils appliquent la gratuité bien qu'ils ne reçoivent pas les frais de fonctionnement depuis le début de cette année scolaire. Les parents quant à eux nous rapportent de paiement mensuel de l'ordre de 6000 francs soit 3 dollars par écolier.

La chefferie de Bahema Boga compte quant à elle 21 écoles primaires parmi lesquelles 20 sont fonctionnelles dont 2 en déplacements (EP Kyabohe 2 et EP Nyabakala). Selon les leaders locaux, seul 20% d'enfant déplacées vont à l'école.

Des nombreux enfants ne sont pas scolarisés pour diverses dont 2 majeurs notamment l'instabilité de parents les familles étant en mouvement pendulaire et le manque des fournitures (cahier, stylo...) et bien de confort (uniforme, babouche, nourriture...)

L'intégration communautaire a été identifiée comme l'une de barrière majeure à l'accès à l'éducation pour les enfants déplacés de Tchabi. En effet, alors que l'EP Tchabi dispose de 3 salles de classe non utilisées, les écoliers déplacés de l'EP Katanga et du CS Nuru étudient dans le site à la belle étoile et dans les maisons d'habitation abandonnées isolées (1 Km du site et des maisons habites du village Banzingi) les exposant ainsi à des risques de protection supplémentaire.

Qualité :

Dans la zone de Tchabi, il y a au moins 36 enseignants qualifiés pour les 6 écoles matriculés, ces enseignants sont tous présent dans la zone ; 24 parmi eux dispensent les cours en faveur des écoliers inscrites dans les 4 écoles matriculés fonctionnel à l'EP Tchabi Ils se répartissent les plages horaires pour une moyenne de 2 heures de prestation par enseignant par jour.

Dans la zone de Boga, 60% des enseignants des 21 écoles primaires sont matriculées et sont opérationnels.

Les enseignants des écoles déplacées ne disposent pas de manuels scolaires et de matériels didactiques.

Gaps et recommandationsRecommandations

- Mobiliser les acteurs du cluster éducation pour aller accompagner les communautés dans leurs efforts d'assurer la scolarité des enfants déplacés ;
- Plaidoyer avec la sous division pour renforcer l'intégration entre les écoles déplacées et les écoles d'accueil pour exploiter conjointement les ressources disponibles ;
- Plaidoyer avec les acteurs de protection pour l'analyse DNH des interventions humanitaires dans la zone et les actions de cohabitation pacifique et renforcement de l'intégration intercommunautaire ;
- Evaluation approfondie des besoins spécifiques pour soutenir la scolarisation des enfants pour l'année scolaire en cours et préparer l'année scolaire à venir.

6 Annexes**Annexe 1 : Liste des personnes interviewées**

NOMS	FONCTION	TELEPHONE
Tabaro Katho Kaboyo II	Chef de Chefferie de Bahema Boga	0816582650
Asimwe Kadjadja	SECAD/Chefferie de Bahema Boga	0810079464

Bananilau	Chef de Chefferie de Banyali Tchabi	0820323362
Sabunya Bapoli	SECAD/Chefferie de Banyali Tchabi	0814980941
Isingoma Chwa Prosper	Chef de Groupement Boga Centre	0810078360
Kabimba Kisembo Samuel	Chef de Groupement Rubingo	0818973599
Nsingoma Rwikalire Justin	Chef de Groupement Bule	0818745256
Kisembo Sumbuso Marcel	Pasteur Doyen Cathédrale/Boga	0819532080
Kandole Kahwa Gaston	SOCIV/Boga	0818814711
Byaruhanga Ndigebe	Membre de Protection CLP	0823009451
Andibo Schadrack	Infirmier Déplacé	0818231813
Bhanza Kalso Jean Pierre	Président Hors Sites	0818383005
Vincent Sikubwabo	Secrétaire Site Kyaboga	0819717780
Lubiyane Kamba	Président Site Kyemirongo	
Asimwe Baguma Isaac	Infirmier déplacé	0829980959
Byona Mpabaye Luc	Infirmier déplacé	0978425400
Bakyetaho Sumbuso Justin	Agronome de BEAD	0813921840
Kisembo Bitamara David	Localité Kinyanjonjo	0821328592
Kakule Agutamba Joseph	Localité Nyinagulu	0815547620
Balyebuga Bahemuka	Chef de Groupement Kyabohe	0811364018
Basiloko Kide	Leader/Tchabi	0826807462
Kasaija Alpain	CR SMS/Tchabi	0820140485
Japhet Mago Nguzo	Animateur PACADI	0828304928
Karafuru Joseph	Chef de village/Tchabi	
Bakisende Ngamani Faustin	Directeur Ecole Tchabi	0813276699
Biogo Mudaki	Pasteur CE 39 Tchabi	0814343568
Djali Christine	Maman Genre Tchabi	0814893446
Kazele Pascal	Chef de Localité/Tchabi	
Isanga Amangana	Chef de Marché/Tchabi	0820305474
Masoli Zanawe	Chef de village/Tchabi	
Anangana Jacques	Secrétaire Localité/Tchabi	0829066533
Mbisenani Bondi	Enseignant	0827108701
Samula Henete	Chef de localité/Tchabi	0827981299
Maneno Bujune	DP Tondoli	0819685853
Mulumba Muchabao	Pasteur Responsable District	0813263001
Bumaga Baleingani	Chef de village Banzingi	0812003754

Annexe 2 : Contacts de l'équipe d'évaluation

N°	Cluster/ Organisation	Nom	Fonction	Téléphone	Courriel
1	OCHA	Gloria Lazic	Cheffe de Sous Bureau - Bunia	0995901538, 0819889139	lazic@un.org
2	OCHA	Balthazar Ainda	AHAO	0814831863	ainda@un.org
3	APROHDIV	Jean-Claude Wakilongo	Nutritionniste	0813197107	jeanclaudewakilong8@gmail.com
4	APROHDIV	Thierry Mungondo	Nutritionniste	0817893234	thierrymungondo@gmail.com
5	Sécu Alim/WHH	Patrick Ekwanza	Expert en Questions Techniques et Sociales orientées vers la Sécurité Alimentaire	0817869880	patrick.ekwanza@welthungerhilfe.de
6	CCCM/HCR	Morgane Jans-Singh	Associate Field Officer (CCCM)	0817754257	janssing@unhcr.org
7	Abris/HCR	Andrim Salangadi	Coordonnateur du Cluster Abris/Bunia	0827064000	andrim@unhcr.org
8	Protection/HCR	Thierry Bidias	Coordinateur Associé du Cluster Protection - Ituri	0817503133	bidias@unhcr.org
9	SGBV/UNFPA	Josée Rukengwa	Experte et Coordinatrice du Sous-Cluster VBG	0813486632	rukengwa@unfpa.org
10	AME/UNICEF	Hugo Kapiteni	Administrateur de programme Urgence et transition	0818305980, 0994809799	hkambale@unicef.org

11	EHA/UNICEF	Ciza Nyalundja	Administrateur Eau Hygiène et Assainissement	0818305998	nciza@unicef.org
12	Education/UNICEF	Werner Hofs	Child Protection Specialist	0826266751	whofs@unicef.org
13	OIM	Michel Tia	HoSO	0819436677	mtia@iom.int
14	CARITAS BUNIA	Aimé Dhessaba	Gestionnaire Réseau d'Eau	0823042527	aimedhessaba2017@gmail.com
15	PPSSP	Walter Muyisa	Chef d'Equipe	0823210291 0994003791	walterwalt9@gmail.com
16	ADSSE	Eddy Kithangilwa	Assistant Programme	0813012356	kithaeddy@gmail.com
17	SP	Jacques Habyarimana	Program Support Officer	0819056 388	JHabyarimana@samaritan.org